

Par Yannick CLAVÉ, professeur agrégé en CPGE, docteur en histoire contemporaine

L'année 1940 en France : la défaite et l'Occupation, Vichy, la Résistance

Introduction

- « L'ombre du désastre n'est pas prêt de s'effacer » (Marc Bloch, *L'étrange défaite*, 1940).
- La France engagée dans la Seconde Guerre mondiale à partir de septembre 1939. La Seconde Guerre mondiale commence dès 1937 en Asie => la France doit être replacée dans une histoire globale ou « monde ».
- 1940, une année noire, un véritable effondrement national à trois niveaux (faillite des élites, défaite et occupation militaire, mise en place d'un régime autoritaire). Un traumatisme national bien plus important que celui de 1870-1871.
- Refuser / résister ; la résistance est encore très balbutiante en 1940. Un nombre non négligeable de « résistants » soutiennent en même temps Pétain à ce moment-là (concept de « vichysto-résistance »).
- Le renouvellement historiographique depuis les années 2000.

I. Une lourde et brutale défaite

A. Mai-juin 1940 : le rouleau-compresseur allemand en Europe et en France

- 1) La « drôle de guerre » depuis septembre 1939
- 2) Le 10 mai 1940 : Hitler lance sa grande offensive en Europe occidentale
- 3) L'échec rapide d'une armée française qui n'a cependant pas démérité

B. « L'exode » intérieur : mythes et réalités

- 1) Fuir face à l'avancée de l'armée allemande
- 2) La faillite des élites, un pays livré à lui-même
- 3) Un traumatisme dans la mémoire collective

C. Les interminables tergiversations politiques et l'armistice

- 1) Une classe politique à la dérive, un gouvernement itinérant
- 2) Armistice ou capitulation ?
- 3) L'armistice du 22 juin 1940 : un territoire fracturé, un pays occupé

II. Vivre dans un pays vaincu et occupé

A. La naissance chaotique du régime de Vichy

- 1) Vichy, 9 et 10 juillet 1940 : l'enterrement de la République
- 2) Le maréchal Pétain, un chef providentiel ?
- 3) La mise en place de la « Révolution nationale »

B. Le choix de la collaboration

- 1) Un choix précoce du régime de Vichy
- 2) Automne 1940 : Montoire et l'officialisation de la collaboration d'État
- 3) Un antisémitisme d'État : la chasse aux Juifs et à l'« anti-France »

C. Le pays à l'heure allemande

- 1) Vivre en zone occupée
- 2) Paris, capitale déchue
- 3) Un « maréchalisme » très répandu

III. Face à Vichy et face aux nazis : les débuts balbutiants de la Résistance

A. La Résistance, un phénomène global

- 1) À partir du 18 juin 1940, l'action rapide du général de Gaulle
- 2) Une bataille de l'opinion à l'échelle du monde
- 3) Le refus est davantage répandu que la résistance proprement dite

B. Des actes isolés à l'intérieur du territoire

- 1) 17 juin 1940 : le préfet Jean Moulin tient tête aux nazis
- 2) 11 novembre 1940 : lycéens et étudiants dans la rue
- 3) Des premiers réseaux peu structurés

C. L'organisation à l'extérieur

- 1) Londres, capitale de la « France libre »
- 2) Un général de Gaulle bien seul...
- 3) Les colonies françaises face à de Gaulle

Focus. Une période au cœur des débats et des controverses historiographiques

Les années 1940-1944, appelées aussi traditionnellement « années noires », ont fait l'objet d'innombrables travaux savants, de nombreux débats historiographiques dont certains sont encore d'actualité et d'une mémoire conflictuelle¹ qui continue à faire son œuvre aujourd'hui. Quand on entreprend l'étude de cette période, il faut impérativement **se départir d'une vision trop simpliste des choses** : certains résistants pouvaient par exemple soutenir le régime de Vichy tout en combattant les nazis, de même que tous les serviteurs du régime de Vichy étaient loin d'adhérer à l'idéologie fasciste et ne cautionnaient pas tous la politique de collaboration. C'est justement parce que tout n'est pas blanc ou noir que les débats restent vifs. Ce sont principalement quatre questions, auxquelles il est difficile de répondre simplement, qui ont agité et continuent d'agiter les spécialistes.

• *Le régime de Vichy était-il un régime fasciste ?*

Cette question continue de diviser les historiens aujourd'hui car **la nature exacte du régime de Vichy est difficile à cerner**. Les historiens s'accordent aujourd'hui majoritairement pour dire que le régime de Vichy n'est pas fasciste au sens premier du terme, comme en Italie ou en Allemagne, et encore moins totalitaire, car il lui manque plusieurs caractéristiques fondamentales : il ne s'appuie en effet ni sur un parti unique puissant ni sur une idéologie très structurée, ne cherche pas à forger un « homme nouveau », et ne tient pas un discours révolutionnaire comme les fascistes italiens ou les nazis allemands. Il s'enracine au contraire dans la tradition séculaire contre-révolutionnaire et conservatrice française, met en avant les valeurs traditionnelles et catholiques, ce qui en fait plutôt un régime national-catholique c'est-à-dire fondé sur l'autorité, la tradition et l'identité nationale, comme dans l'Espagne franquiste par exemple. Ceci étant dit, le régime de Vichy regroupe aussi de véritables fascistes, dont le poids s'accroît à partir de 1943 pour culminer en 1944, durant les derniers mois du régime où l'on observe une **véritable dérive fasciste**, incarnée entre autres par la redoutable Milice.

• *Les Français ont-ils soutenu le régime de Vichy et Pétain ?*

Les travaux sur l'opinion publique ont commencé à se développer avec les études pionnières de **Pierre Laborie** dans les années 1980 et 1990 (*L'opinion française sous Vichy*, 1990). Il est le premier à montrer que le soutien du début au régime connaît progressivement des inflexions, avec un décrochage progressif de l'opinion à partir de l'été

¹ Les questions mémorielles ont été notamment étudiées par Henry Rousso et Éric Conan (H. Rousso, *Le syndrome de Vichy*, 1988 ; E. Conan, H. Rousso, *Un passé qui ne passe pas*, 1994), mais la plupart des spécialistes de cette période se sont tous plus ou moins penchés sur ces questions : Fabrice d'Almeida, Jean-Pierre Azéma, François Bédarida, Philippe Burin, Pierre Laborie, Pascal Ory, Bénédicte Vergez-Chaignon, etc.

1942 (rejet massif des premières rafles de Juifs) puis en 1943 et 1944 avec la « fascisation » croissante du régime. En outre, les historiens distinguent le « **maréchalisme** » (néologisme créé en 1941), c'est-à-dire le réel mouvement de sympathie à l'égard du maréchal Pétain qui demeurera globalement populaire jusqu'en 1944, et le « **pétainisme** » (ou « vichysme » selon H. Rousso) c'est-à-dire un soutien plus profond et idéologique au régime de Vichy et à la Révolution nationale. Les pétainistes, majoritairement partisans d'une collaboration active avec l'Allemagne et imprégnés de l'idéologie fasciste, sont infiniment moins nombreux dans l'opinion publique.

• ***Les Français ont-ils été des collaborateurs ou des résistants ?***

La collaboration et la résistance, champs d'études spécifiques, ont leur propre historiographie avec des milliers de publications depuis un demi-siècle. Les historiens estiment depuis les années 1970 que ces deux attitudes ont été **chacune très minoritaires**, mais durant les trois décennies qui ont suivi la fin de la guerre l'État avait imposé une mémoire officielle, voulue notamment par le général de Gaulle au nom de la « réconciliation nationale », selon laquelle la collaboration aurait été très peu répandue et la résistance, au contraire, une attitude majoritaire ; c'est ce que les historiens appellent le « **mythe résistancialiste** » ou « résistancialisme ». Celui-ci est brisé par les travaux d'un jeune historien américain, **Robert Paxton**, qui publie en 1973 la première synthèse d'envergure sur cette période (*La France de Vichy*). Il brise ainsi un tabou en démontrant que la résistance a été un phénomène très minoritaire (sans doute 1 % de la population en tout), et que la collaboration était loin d'être inexistante. D'autres intellectuels brisent à leur manière le tabou, par exemple Marcel Ophuls avec son documentaire *Le chagrin et la pitié* relatant la vie quotidienne ordinaire dans la région de Clermont-Ferrand durant la guerre, tourné en 1969 et sorti au cinéma en 1971 (mais diffusé à la télévision seulement en 1981).

• ***Le régime de Vichy était-il complice des nazis dans le génocide des Juifs ?***

Là aussi, les années 1970 représentent un tournant avec les premiers travaux d'envergure sur la question et la prise de conscience progressive, aussi bien chez les historiens qu'au sein de la société civile, de la responsabilité du régime de Vichy. L'État finit par admettre ses propres responsabilités, avec le **discours du Vel d'Hiv** de Jacques Chirac **en 1995**, tandis que la justice, au nom de l'imprescriptibilité des « crimes contre l'humanité », met en accusation d'anciens hauts responsables comme Maurice Papon (condamné en 1998) ou, avant lui, Klaus Barbie, chef de la Gestapo et tortionnaire de Jean Moulin, jugé à Lyon lors d'un procès très médiatique en 1987. Le fameux « statut sur les Juifs » d'octobre 1940, qui pose les bases de la législation antisémite de Vichy, a ainsi été adopté avant même que les autorités allemandes n'aient fait la moindre demande ; une version de brouillon retrouvée dans les archives nationale en 2010 montre indiscutablement l'implication personnelle de Pétain dans la rédaction de cette loi. À partir de 1942, la police française collabore avec les Allemands dans l'organisation des rafles et ouvre des camps d'internement (à Drancy par exemple), préalables à la déportation vers les camps de la mort d'Europe centrale. Des travaux récents ont encore amélioré notre connaissance de la question et démontré, une fois encore, l'indiscutable responsabilité du régime de Vichy et de Pétain (JOLY Laurent, *L'État contre les Juifs. Vichy, les nazis et la persécution antisémite*, Paris, Grasset, 2018).

Focus. Pétain, le pétainisme et le maréchalisme

■ *Pétain ou la revanche d'un aigri de la III^e République*

Né en 1856 dans le Pas-de-Calais au sein d'une famille d'agriculteurs, Philippe Pétain mène une carrière militaire classique voire banale tout en se tenant prudemment éloigné de la vie politique, pourtant très tumultueuse en ce début de XX^e siècle (affaire Dreyfus, scandale des fiches qui éclabousse l'armée en 1904, loi de séparation de 1905...). En juillet 1914, âgé de 58 ans et toujours colonel, il s'apprête à prendre sa retraite, quand survient la Première Guerre mondiale qui va être, pour lui, un incroyable accélérateur de carrière. Se faisant immédiatement remarquer par l'état-major (il remporte des succès en Belgique), il est promu général en août 1914 puis, placé sous les ordres du maréchal Joffre, il est l'un des artisans de la victoire de Verdun en 1916. Il devient alors subitement un héros national dont la popularité est renforcée par son rôle en 1917-1918, aux côtés de Clémenceau, dans le redressement du moral des troupes et dans la manière dont il gère humainement les mutineries de 1917. Considéré comme un des « pères la victoire », il est donc devenu avec la Grande Guerre un homme public, et incarnera dans l'opinion de l'entre-deux guerres un des derniers dépositaires de cette mémoire du fait de la disparition successive des grandes gloires militaires de la guerre.

Il accumule alors les honneurs et les fonctions : il devient maréchal en 1918 et académicien en 1929, tout en continuant ses activités militaires ; il participe au Maroc à la guerre du Rif en 1925-26. Ayant atteint une aura considérable dans les années 1930, faisant de lui un homme respecté par la gauche et admiré voire idolâtré par la droite, il tente une carrière politique, cependant limitée à un poste de ministre de la guerre dans le gouvernement Doumergue en 1934 puis à celui d'ambassadeur en Espagne en 1939. Bien que discret sur ses réelles opinions politiques, il ne cache pas son admiration pour Franco ni sa proximité avec les milieux anti-républicains qui réclament un pouvoir exécutif fort et dénoncent le parlementarisme, et tient un discours social conservateur. Quoi qu'il en soit, il tire de son expérience politique des années 1930 une grande amertume contre le régime et les « politiciens », qu'il méprise.

C'est donc un homme très âgé – 84 ans – qui prend les rênes du pouvoir à l'été 1940, mais en pleine possession de ses moyens, jaloux de ses prérogatives, habile manœuvrier et contrôlant la plupart des dossiers. Contrairement à ce que ses défenseurs ont essayé de faire croire après la Libération, il n'était nullement affaibli ou gâteux, mais a eu au contraire durant quatre années tout le loisir de révéler sa vraie personnalité et de prendre sa revanche sur une classe politique coupable à ses yeux de l'avoir rejeté.

■ *Maréchalisme et pétainisme : soutien au maréchal ou adhésion idéologique à Vichy ?*

Ces deux néologismes, créés durant le régime de Vichy, ne recouvrent pas les mêmes réalités. Le « **maréchalisme** » désigne le soutien sincère et affectif des Français à la personne du maréchal Pétain, un soutien quasiment unanime en 1940 eu égard à l'immense popularité du « vainqueur de Verdun » depuis la Grande Guerre et à la conviction, profondément ancrée, qu'il est le seul à pouvoir sauver et protéger le pays. La propagande de Vichy, en développant un culte de la personnalité omniprésent, capte la popularité à son profit de celui qui n'hésitait pas à affirmer dès l'été 1940 qu'il faisait le « don de [sa] personne » à la France. C'est pour cela que de nombreux Français continueront à croire, bien après la guerre, à la thèse « de l'épée et du bouclier », également défendue par des intellectuels de renom comme Raymond Aron, selon ce que Pétain avait affirmé lors de son procès en 1945 (« j'ai été un bouclier pendant que de Gaulle a été une épée »). Il faudra attendre une nouvelle génération d'historiens dans les années 1970, parmi lesquels Robert Paxton, pour que cette théorie soit scientifiquement réfutée.

Le « **pétainisme** » ou « **vichysme** », en revanche, désigne une adhésion au régime de Vichy en lui-même et surtout à son idéologie incarnée par la « Révolution nationale ». Les pétainistes les plus convaincus, imprégnés d'idéologie fasciste et souhaitant une ardente collaboration avec l'Allemagne, sont assez peu nombreux, et d'ailleurs certains d'entre eux ne sont même pas maréchalistes car, pour eux, peu importe le chef de l'État du moment qu'il représente leurs idées.

Focus. En 1940, les débuts de la « France libre » en Afrique : une Résistance africaine

Le général de Gaulle réussit, dès 1940, à faire basculer dans son camp une partie non négligeable de l'empire colonial : l'**AEF (Afrique équatoriale française) et les territoires du Pacifique**. L'AEF compte alors le Tchad, le Congo, le Cameroun, le Gabon, la République centrafricaine actuelle (appelée à l'époque Oubangui-Chari). De Gaulle fait alors de **Brazzaville** la véritable capitale de la Résistance dans l'empire colonial, où est installé un « Conseil de défense de l'Empire ». C'est la première pierre d'un système politique destiné, à terme, à se transformer en véritable État. Il s'agit alors, dans ces territoires coloniaux, de discréditer le régime de Vichy, de Gaulle évoquant lui-même « *les vieillards qui se soignent à Vichy* », mais aussi d'asseoir la légitimité de la France libre auprès des Alliés : il faut inscrire la France, la vraie et pas celle de Vichy, dans l'effort de guerre mondial.

Les travaux sur l'Empire colonial sont cependant rares et l'historiographie française brille par son absence. Le principal spécialiste aujourd'hui est un historien canadien, de l'Université de Toronto : **Éric Jennings**, qui en a fait son sujet de thèse, puis qui a publié en 2014 *La France libre fut africain*, livre dans lequel il montre l'importance cruciale de l'AEF ; c'est là où se trouvent les premiers bastions gaullistes et ceux de la Résistance extérieure, et ceci jusqu'en 1943. E. Jennings montre que, contrairement aux idées reçues, qui reprennent sans le savoir la propagande vichyste, Londres avait une importance bien moindre et très secondaire par rapport à l'Afrique coloniale. Londres n'était qu'un « port d'attache ». Pour Vichy, insister sur Londres permettait de jouer dans l'opinion sur l'anglophobie ambiante (très forte après Mers el Kébir) et d'insister sur l'idée d'une désertion peu glorieuse du général de Gaulle chez une puissance étrangère ennemie... Jennings casse ainsi le mythe d'une résistance essentiellement londonienne et métropolitaine. La majorité des Français libres qui ont sauvé l'honneur du pays en 1940 ne sont pas des citoyens français ! Au total, entre 1940 et 1944, 25 000 coloniaux sont recrutés en AEF.

Encore à la fin de l'année 1940, malgré l'accord du 7 août et les engagements de Churchill, le Royaume-Uni n'apporte à la France toujours ni combattants, ni matières premières, ni territoire national, ni souveraineté. Au contraire, c'est en AEF, rebaptisée « **AFL (Afrique française libre)** », que la France libre recrute ses combattants et s'appuie sur les ressources locales, tout en disposant d'un vrai territoire.

L'Afrique française est ainsi le théâtre d'**une vraie guerre**, avec des combats, souvent méconnus ou oubliés. Tout au long de l'été et de l'automne 1940, les gaullistes essaient de s'emparer de l'AOF, mais n'y parviennent pas (échec du raid anglo-gaulliste sur Dakar le 25 septembre 1940).

► Pistes bibliographiques :

La bibliographie présentée ici est nécessairement très sélective. Ont été indiqués en priorité les ouvrages les plus récents, d'autres plus anciens mais qui demeurent de grandes références et ceux en français ; ils ont tous pour points communs d'être facilement accessibles et d'être d'utilisation pratique pour les enseignants.

■ **Ouvrages généraux sur la France durant la Seconde Guerre mondiale**

ALARY Éric, VERGEZ-CHAIGNON Bénédicte (dir.), *Dictionnaire de la France sous l'Occupation*, Paris, Larousse, 2011.

AGLAN Alya, « La France défaite, 1940-1945 », *La Documentation photographique*, n°8120, 2017, Paris, La Documentation française.

ALARY Éric, *Nouvelle histoire de l'Occupation*, Paris, Perrin, 2019.

SIMONNET Stéphane, PRIME Christophe, *Atlas de la Seconde Guerre mondiale. La France au combat : de la drôle de guerre à la Libération*, Paris, Autrement, 2015.

■ **Le régime de Vichy**

AZÉMA Jean-Pierre, WIEVIORKA Olivier, *Vichy, 1940-1944*, Paris, Perrin, 2004.

AZÉMA Jean-Pierre, BÉDARIDA François (dir.), *La France des années noires*, 1. *De la défaite à Vichy*, Paris, Seuil, 2000 ; 2. *De l'Occupation à la Libération*, Paris, Seuil, 2000.

GERVEREAU Laurent, PESCHANSKY Daniel (dir.), *La propagande sous Vichy, 1940-1944*, Nanterre, BDIC, 1990.

JENNINGS Éric, *La France libre fut africaine*, Paris, Perrin, 2014.

JENNINGS Éric, *Vichy sous les tropiques. La Révolution nationale à Madagascar, en Guadeloupe, en Indochine, 1940-1944*, Paris, Grasset, 2004.

JOLY Laurent, *L'État contre les Juifs. Vichy, les nazis et la persécution antisémite*, Paris, Grasset, 2018.

LABORIE Pierre, *L'opinion française sous Vichy. Les Français et la crise d'identité nationale, 1936-1944*, Paris, Seuil, 2001.

LABORIE Pierre, *Le chagrin et le venin. Occupation, Résistance, Idées reçues*, Paris, Folio, 2014.

ORY Pascal, *Les collaborateurs, 1940-1945*, Paris, Seuil, 1980.

ROSSIGNOL Dominique, *Histoire de la propagande en France de 1940 à 1944. L'utopie Pétain*, Paris, PUF, 1991.

ROUSSO Henry, *Le régime de Vichy*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? », 2016.

■ **L'année 1940 : la guerre, l'invasion, l'armistice**

ALARY Éric, *L'exode*, Paris, Perrin, coll. Tempus, 2013.

ALARY Éric, *La ligne de démarcation*, Paris, Perrin, coll. Tempus, 2010.

AZÉMA Jean-Pierre, *1940. L'année noire*, Paris, Seuil, 2010.

■ **Approche par la biographie**

AZÉMA Jean-Pierre, *Jean Moulin*, Paris, Perrin, 2006.

VERGEZ-CHAIGNON Bénédicte, *Jean Moulin, l'affranchi*, Paris, Flammarion, 2018.

VERGEZ-CHAIGNON Bénédicte, *Pétain*, Paris, Perrin, 2014.